

# **STATUTS DE LA LIGUE HAUTS DE FRANCE DE BADMINTON**

## **TITRE I : BUT et COMPOSITION**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'association dite « Ligue Nord Pas de Calais de Badminton », fondée en 1980, suite à la fusion adoptée par l'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2016, est modifiée en Ligue Hauts de France de Badminton, a pour objet de diriger, d'encourager, d'organiser, d'administrer et de développer la pratique du Badminton et des disciplines associées dans la région Hauts de France.

La Ligue a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français. Elle s'efforce de respecter un développement durable, notamment dans les dimensions éco responsable et sociale.

La Ligue constitue un organe territorial de la Fédération Française de Badminton, ayant compétence sur le territoire administratif de la région Hauts de France.

Sa durée est illimitée.

La Ligue a son siège social à :

367 rue Jules Guesde  
Maison Régionale des Sports  
59650 Villeneuve d'Ascq

Le siège social peut être transféré dans une autre commune par décision du Conseil d'Administration.

### **Article 2**

La Ligue se compose d'associations constituées dans les conditions prévues par le code du Sport affiliées à la Fédération Française de Badminton.

Ces associations sont rassemblées en comités départementaux habilités par la Fédération.

Elle comprend également des licenciés à titre individuel ainsi que des membres donateurs et des membres bienfaiteurs agréés selon des conditions précisées dans le règlement intérieur.

La qualité de membre de la Ligue se perd par la démission ou par la radiation. La radiation est prononcée, dans les conditions fixées par le règlement intérieur fédéral, pour non-paiement des cotisations. Elle peut également être prononcée, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire fédéral, pour tout motif grave.

### **Article 3**

L'affiliation à la Ligue ne peut être refusée à une association sportive constituée pour la pratique des disciplines comprises dans l'objet de la Ligue que si elle ne satisfait pas aux conditions fixées à l'article 1.3.1 des statuts fédéraux.

#### **Article 4**

Les associations affiliées contribuent au fonctionnement de la Ligue par le paiement d'une cotisation annuelle, dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Les adhérents licenciés des associations affiliées, ainsi que les licences à titre individuel, contribuent au fonctionnement de la Ligue par le paiement d'une part régionale sur la licence annuelle, en fonction du type de licence.

#### **Article 5**

Les sanctions et les procédures disciplinaires applicables aux associations affiliées, aux membres licenciés de ces associations, aux licenciés individuels et à toute autre personne relevant du pouvoir disciplinaire de la Ligue sont régies exclusivement par le règlement disciplinaire fédéral ainsi que le règlement disciplinaire de lutte contre le dopage.

#### **Article 6**

Les moyens d'action de la Ligue sont notamment :

- La mise en œuvre régionale de la politique fédérale.
- La fédération des comités départementaux de son ressort.
- L'organisation et le contrôle de compétitions régionales de badminton, ainsi que l'organisation de compétitions à plus grande échelle.
- L'aide technique, morale et matérielle aux associations sportives affiliées et à leurs membres.
- L'établissement d'un calendrier sportif annuel régional.
- La tenue d'assemblées, de congrès et conférences.
- L'édition et la publication de tous documents et bulletins concernant le badminton et les disciplines associées.
- L'organisation ou la participation à des manifestations de promotion.
- L'institution de commissions nécessaires à son bon fonctionnement
- L'attribution de titres sportifs régionaux, de prix et de récompenses.
- L'application de sanctions disciplinaires dans les conditions prévues à l'article 5

## **TITRE II : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

#### **Article 7**

L'assemblée générale de la Ligue se compose des représentants élus par :

- les comités départementaux de son ressort.
- le cas échéant, les licenciés dont la licence a été délivrée en dehors des comités par la Ligue.

Ces représentants doivent, la veille de leur élection :

- être licenciés à la Fédération.
- avoir atteint la majorité légale (au sens de la réglementation en vigueur concernant les associations)
- jouir de leurs droits civiques.

Les délégués sont limités à deux représentants par club, et ne peuvent pas être salariés de la Ligue, ni d'un comité.

Les représentants des comités départementaux sont élus par les assemblées générales de ces organismes.

Le nombre de représentants par comité et leur nombre de voix, la durée de leur mandat, leur remplacement éventuel par des suppléants sont déterminés selon les dispositions de l'article 1.7.3 des statuts de la Fédération Française de Badminton. Les représentants des licenciés individuels, dont la licence a été délivrée en dehors des comités par la Ligue, sont régis par le même article.

Dans le cas où un comité départemental n'est pas constitué, les associations affiliées et licenciés individuels du département désignent des représentants selon les mêmes barèmes, sous la responsabilité de la Ligue.

Nul ne peut être délégué de plusieurs comités ni être à la fois délégué des licenciés individuels et délégué d'un comité.

## **Article 8**

L'assemblée générale de la Ligue est convoquée par son président. Elle se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le Conseil d'Administration. En outre, elle se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Conseil d'Administration ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix. La date en est fixée par décision du Conseil d'Administration et est publiée au moins un mois à l'avance. L'ordre du jour en est publié au moins quinze jours à l'avance.

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Ligue. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration et sur la situation morale et financière de la Ligue. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Sur proposition du Conseil d'Administration, elle fixe le montant des cotisations dues par les associations affiliées et les licenciés à titre individuel. Elle élit les représentants de la Ligue à l'assemblée générale de la Fédération et pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection du président et des membres du Conseil d'Administration.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts excédant la gestion courante.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président de la Ligue, assisté des membres du Conseil d'Administration. Le Président peut toutefois proposer à l'assemblée générale l'élection d'un président de séance. L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par le Conseil d'Administration. Il est établi au plus tard trois semaines avant sa réunion et mis à la disposition des comités.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit se composer du quart au moins des représentants, portant au moins le quart des voix. Si ces proportions ne sont pas atteintes, l'assemblée est convoquée à nouveau avec le même ordre du jour, à au moins quinze jours d'intervalle. La convocation est adressée aux membres de l'assemblée quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Elle peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre de ses représentants présents et des voix dont ils disposent.

Les votes portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret. Pour les autres votes, l'assemblée peut décider, à la majorité, d'un scrutin secret.

Une feuille de présence est signée par tous les délégués présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix dont disposent les membres.

Les comptes-rendus de l'assemblée générale et les rapports financiers sont communiqués dans le mois qui suit l'assemblée à la Fédération, aux comités et aux associations affiliées.

L'assemblée générale qui procède au renouvellement des membres du Conseil d'Administration doit se tenir au plus tard un mois avant l'assemblée générale de la Fédération, lorsque celle-ci doit renouveler les membres du Conseil d'Administration fédéral.

### **Titre III : ADMINISTRATION**

#### **Section 1 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### **Article 9**

La Ligue est administrée par un Conseil d'Administration qui a dans ses attributions toutes les questions se rapportant à l'organisation, à la coordination, au contrôle et au développement du Badminton sur le territoire régional.

Notamment :

- Il veille à la stricte application des règles du jeu, des règlements fédéraux et des décisions fédérales.
- Il organise les épreuves prévues par les règlements fédéraux et régionaux, les matches de sélection et toutes les épreuves et manifestations utiles à la diffusion et à la progression du badminton.
- Il établit des dossiers de demande de subvention, des relations avec le Comité Régional Olympique et Sportif, l'administration régionale chargée des sports et les autres organismes régionaux.

##### **Article 10**

Le Conseil d'Administration est composé de 25 membres.

Le Conseil d'Administration doit comprendre un médecin licencié de préférence spécialiste en médecine du sport, inscrit au Conseil de l'Ordre des médecins.

Le conseil d'administration est composé de manière à respecter la parité, conformément au Code du sport; soit une proportion minimale de 40 % des sièges pour les personnes de chaque sexe, en arrondissant à l'entier supérieur pour le sexe le moins représenté et en utilisant les chiffres retenus pour la convocation de l'assemblée électorale définis à l'article 7.

Ne peuvent être élues au Conseil d'Administration :

- les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales,
- les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales,
- les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif,
- les salariés de la Ligue ou d'un Comité départemental.

##### **Article 11**

Les membres du Conseil d'Administration sont élus, pour une durée de quatre ans, au scrutin secret, par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles. Ils doivent, la veille de leur élection :

- être licenciés à la Fédération
- avoir atteint la majorité légale (au sens de la réglementation en vigueur concernant les associations)
- jouir de leurs droits civiques

Les salariés de la Ligue, d'un comité et les cadres d'Etat de la DTN ne peuvent être élus au conseil d'administration.

Tout membre du Conseil d'Administration qui devient salarié de la Ligue ou d'un comité départemental doit démissionner de ce Conseil d'Administration

Les postes vacants au Conseil d'Administration avant l'expiration du mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'assemblée générale suivante.

Le Conseil d'Administration est élu au scrutin de liste suivant les règles fixées par l'article 4.2 des statuts fédéraux et en tenant compte du nombre de membres composant le conseil d'administration de la Ligue.

Afin d'avoir une représentativité de chaque département, la liste doit comporter un minimum de deux représentants par département.

Les postes vacants au conseil d'administration avant l'expiration du mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'assemblée générale suivante.

Les membres du conseil d'administration doivent, au cours de toutes les saisons qui suivent leur élection et jusqu' à la fin du mandat, être titulaire d'une licence fédérale dans le territoire de la Ligue, au plus tard le 15 octobre de chacune de ces saisons.

A défaut, le conseil d'administration dispose du pouvoir de mettre fin au mandat du membre défaillant, après mise en demeure.

## **Article 12**

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le président de la Ligue. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart des membres au moins.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.

Le président établit l'ordre du jour et l'adresse aux membres du Conseil d'Administration au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le président peut inviter toute personne de son choix à assister aux séances avec voix consultative.

Les comptes-rendus sont signés par le président et le secrétaire général.

Pour des raisons d'urgence, un vote électronique peut-être organisé, dans les conditions stipulées par l'article 2.2.12 du règlement fédéral.

Tout membre n'ayant pas assisté à trois séances consécutives du Conseil d'Administration, sans excuse recevable, perd la qualité de membre.

## **Article 13**

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du Conseil d'Administration avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- l'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet, à la demande d'au moins un tiers de ses membres représentant le tiers des voix,
- les deux tiers des membres de l'assemblée doivent être présents,

- la révocation du Conseil d'Administration doit être votée à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

#### **Article 14**

L'assemblée générale peut décider le versement d'une rémunération à des membres du Conseil d'Administration, dans les conditions stipulées par l'article 261-7 1<sup>o</sup>d du code général des impôts relatif à la gestion désintéressée des organismes agissant sans but lucratif et précisées dans le décret prévu par ce même article. Cette décision est prise expressément par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers de ses membres.

Cette décision est soumise à l'approbation du conseil d'administration fédéral.

En dehors de ces cas, les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration fixe le barème du remboursement des frais qui seraient engagés par toute personne pour l'accomplissement d'une mission fédérale. Il vérifie les justifications présentées à l'appui des demandes de remboursement des frais. Il statue sur ces demandes hors de la présence des intéressés.

## **Section 2 – LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU**

#### **Article 15**

Est désigné président de la Ligue la personne placée en tête de la liste ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés.

Après l'élection du président, le conseil d'administration élit en son sein, au scrutin secret, un bureau composé 10 membres, dont le président nouvellement élu, un trésorier et un secrétaire général. Le bureau peut comprendre un ou plusieurs vice-présidents, secrétaires adjoints ou trésorier adjoints ainsi que des membres.

Le bureau est composé de manière à respecter la parité, conformément au Code du sport, soit une proportion minimale de 40 % des sièges pour les personnes de chaque sexe, en arrondissant à l'entier supérieur pour le sexe le moins représenté et en utilisant les chiffres retenus pour la convocation de l'assemblée générale définis à l'article 7.

#### **Article 16**

Le mandat du président et celui du Bureau prennent fin avec celui du Conseil d'Administration. En cas de vacance du poste de président pour quelque cause que ce soit, ses fonctions sont exercées provisoirement par un membre du Bureau élu au scrutin secret par le Conseil d'Administration.

Dès sa première réunion suivant la vacance et après avoir, le cas échéant, complété le Conseil d'Administration, l'assemblée générale élit un nouveau président pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

La Ligue est représentée par son président dans tous les actes de la vie civile, ainsi que dans toutes les instances régionales dont elle fait partie.

Le Président peut désigner un autre membre du conseil d'administration pour le remplacer en cas d'empêchement.

En cas de vacance d'un poste de membre du Bureau en dehors de celui de président, il est

procédé au remplacement du membre manquant lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Le Bureau ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents.

Le bureau prépare les réunions du conseil d'administration dont il exécute les décisions, il traite les affaires courantes dans l'intervalle des réunions du conseil d'administration.

### **Article 17**

Sont incompatibles avec le mandat de président de la Ligue les fonctions de chef d'entreprise, de président de Conseil d'Administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Ligue, de ses organes internes ou des associations qui lui sont affiliés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises ci-dessus visés.

## **TITRE IV : Les RESSOURCES de la LIGUE**

### **Article 18**

Les ressources de la Ligue sont constituées par :

- le revenu de ses biens,
- les cotisations et souscriptions de ses membres,
- le produit des manifestations,
- les dotations allouées par la Fédération,
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics,
- les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente,
- le produit des rétributions perçues pour services rendus,
- toutes autres ressources permises par la loi.

### **Article 19**

La comptabilité de la Ligue est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment selon le plan comptable des associations. Cette comptabilité fait apparaître annuellement un compte de résultat de l'exercice, un bilan à la fin de l'exercice et une annexe précisant ces documents. Ces documents récapitulatifs sont des actes administratifs publics.

La Fédération a accès sur simple demande aux documents relatifs à la gestion et à la comptabilité de la Ligue.

## **TITRE V : MODIFICATION des STATUTS**

## **Article 20**

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Conseil d'Administration ou sur proposition du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale, représentant le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux membres de l'assemblée générale un mois au moins avant la date fixée pour cette assemblée.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à au moins quinze jours d'intervalle. La convocation est adressée aux membres de l'assemblée quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, représentant au moins les deux tiers des voix.

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts sont adressées sans délai à la Fédération.

## **Article 21**

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la Ligue qui si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 20 ci-dessus.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Ligue.

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la dissolution de la Ligue et de la liquidation de ses biens sont adressées sans délai à la FFBaD.

## **TITRE VI - SURVEILLANCE et RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

### **Article 22**

Le président de la Ligue ou son délégué fait connaître dans les trois mois à l'administration chargée des associations dans le territoire où elle a son siège social tous les changements intervenus dans la direction de la Ligue.

Les documents administratifs de la Ligue et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre chargé des sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport moral et le rapport financier sont adressés chaque année à la Fédération et à l'administration régionale chargée des sports.

Les actes administratifs et les autres documents administratifs sont publics, du fait de la délégation de service public attribuée à la Fédération par l'Etat.

### **Article 23**

Le règlement intérieur est préparé par le Conseil d'Administration et adopté par l'assemblée générale à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.



Le règlement intérieur est compatible avec celui de la Fédération. Il est communiqué, ainsi que toutes modifications qui lui sont apportées, à celle-ci.

En l'absence de règlement intérieur spécifique tel que prévu ci-dessus, la Ligue applique pour ce qui la concerne celui de la Fédération, adapté aux seules nécessités territoriales.

## **TITRE VII – Dispositions transitoires**

### **Article 24**

En vue de faciliter la mise en place des présents statuts, si l'assemblée générale renouvelant le mandat du Conseil d'Administration a été régulièrement convoquée avant leur adoption et si elle se réunit moins d'un mois après leur adoption, elle peut valablement délibérer. Elle procède alors à l'élection du Conseil d'Administration selon les modalités définies aux articles 10 et 11 des présents statuts. Elle procède également à la désignation du président et le conseil d'administration procède à l'élection du bureau selon l'article 15 des présents statuts

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale réunie le 17 juin 2016.


Les co-présidents du comité de pilotage de la fusion.

Philippe MARQUILLIES

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P. Marquillies', written over the printed name.

Président

Jean-Marc LORIDANT

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J.M. Loridant', written over the printed name.

Secrétaire Général